

Les deux partis traditionnels n'avaient entrepris aucune action les éloignant de la politique de la collaboration de classe ; au contraire, ils y étaient enfoncés plus que jamais. Quelle était la raison qui a provoqué ces lettres ? Le désir de répondre à l'accusation que, par la présentation de listes, nous divisions le prolétariat, accusation qui pouvait trouver un certain écho parmi la classe ouvrière. Quelle devait être la réponse du P.C.I. ?

En premier lieu, contre-attaquer en répondant politiquement à l'accusation de division, en démontrant que les véritables diviseurs de l'unité de classe du prolétariat étaient ceux qui sabotaient son action anticapitaliste et entraînaient celui-ci dans la politique de collaboration avec la bourgeoisie, et que nous, par l'ensemble de notre politique ayant son couronnement dans la revendication d'un véritable gouvernement ouvrier P.C.-P.S.-C.G.T., étions les réels défenseurs de l'unité prolétarienne. Incidemment, dans cette principale campagne politique, des propositions d'accord électoral ne pouvaient pas être exclues, comme par exemple la proposition de soumettre la question de nos listes à des conférences de délégués ouvriers élus, qui décideraient de notre représentation proportionnelle dans des listes ouvrières communes, chaque parti défendant intégralement son programme et conservant son droit de critique envers les autres.

Par conséquent, notre opposition à la lettre du P.C.I., concerne son contenu et non la proposition en tant que telle.

Qu'y a-t-il d'erroné dans ces lettres ?

Tout d'abord, le fait que, sans mentionner politique ou programme, elles parlent de l'unité des partis ouvriers dans les élections comme un moyen « de barrer la route à la réaction ».

Cela ne pouvait que renforcer les illusions quant au caractère de ces partis, et aux moyens de faire réellement face à la réaction, illusions que nous avons le devoir de détruire parmi les masses.

Ensuite la seule proposition concrète pour arriver à cette « unité » consistait dans le retrait de toutes nos listes sauf une dans le cas où ces partis s'engageraient à la soutenir.

Nous donnions ainsi l'impression de placer l'ensemble de la question de l'unité sur la base d'un marchandage pour l'obtention d'un siège parlementaire. Loin de combattre, par cet argument, l'accusation de la division des voix, cette proposition la renforçait et soulevait en même temps les soupçons d'ouvriers avancés, dégoûtés par l'opportunisme parlementaire des partis traditionnels, soupçons que nous ne différons guère de ces partis et que nous nous intéressons comme ceux-ci aux marchandages électoraux.

Il est nécessaire d'ajouter à cela qu'à l'étape présente notre tâche principale est encore d'ordre propagandiste, même là où nous commençons à nous adresser directement aux masses. Notre participation aux élections a comme objectif principal de faire connaître notre programme au plus grand nombre d'ouvriers. D'un point de vue réaliste, s'engager dans des accords électoraux présuppose déjà un parti avec un soutien solide et stable, basé non seulement sur le programme mais sur l'expérience que les ouvriers ont eue du parti dans toute une série d'actions. Cela n'est pas encore le cas du P. C. I. qui est un jeune parti, n'ayant pas encore trouvé une base solide.

Sa principale tâche est de prouver aux ouvriers le caractère principal de sa tactique et de son activité opposé au caractère opportuniste des partis traditionnel, et aussi qu'il diffère fondamentalement de ces partis.

Sous ce jour l'erreur commise par le P. C. I. dans sa proposition électorale apparaît particulièrement dangereuse.

L'ampleur de notre participation aux campagnes électorales en France a concentré l'attention de tous les ouvriers avancés de la IV^e Internationale sur le P. C. I. Les actions du P. C. I. deviennent par cela même pleines de signification non seulement pour les militants français, mais pour les militants de toute l'Internationale.

Le S. I. a, par conséquent, le devoir d'exprimer son point de vue sur cette question, qu'il considère comme une erreur opportuniste dangereuse et de demander une discussion internationale, de l'ouvrir et de la développer jusqu'à complète clarification.

3. — Lettre du S. I. aux trotskystes allemands

Aux camarades de la IV^e Internationale en Allemagne,

Décembre 1946

Chers amis,

Par la visite accidentelle du camarade Roger ici, nous avons eu les premières nouvelles directes de vous depuis l'été dernier, lorsque des mesures furent prises en accord avec vous par le camarade T. au nom du S.I. en vue d'un plan d'organisation nationale. Nous avons été heureux d'apprendre les nombreux efforts qui ont été faits pour établir des contacts réguliers entre les groupes et pour commencer une activité coordonnée nationale sur une grande échelle. Nous sommes douloureusement au courant des difficultés exceptionnelles auxquelles vous avez à faire face dans ce travail, des obstacles que l'on trouve pour circuler librement, des peines matérielles, du manque de contact adéquat avec nous et d'aide de notre part. Nous apprécions particulièrement la tentative de créer une large base de travail que vous avez entreprise en organisant la conférence de Stuttgart en octobre dernier, et l'effort audacieux que vous avez fait pour envoyer quelqu'un directement à l'étranger pour publier un numéro de N.S. à la lumière de vos besoins.

De notre côté, nous ferons tout ce qui est dans nos possibilités pour accélérer et rendre plus effective toute aide que nous sommes en état de vous donner. Nous pensons que nous serons au moins en état de vous assurer dans un très proche avenir un fonds semi-annuel pour l'existence d'au moins un et peut-être de deux permanents. Nous prenons également à présent des dispositions pour organiser une visite périodique régulière de l'Allemagne par un de nos courriers, cette mesure devant faciliter considérablement des contacts plus réguliers entre vous et nous. Nous avons, dans le passé, entrepris la tâche extrêmement difficile de publier un journal et prévu la publi-

cation d'une série de brochures allemandes à l'étranger. Ce travail a connu beaucoup d'accrocs parce que, comme vous le savez, il n'y a, à l'étranger, non pas une organisation centralisée de camarades allemands mais seulement des groupes épars çà et là reliés à telle ou telle section. Au siège de notre secrétariat, nous n'avons malheureusement aucun camarade allemand, de sorte que le travail technique et, inévitablement, une certaine part de responsabilité politique, ont dû être très souvent laissés dans les mains de camarades ou de groupes isolés. Cette situation a provoqué beaucoup de désappointements, aussi bien techniques que politiques, il est extrêmement difficile pour nous de la surmonter et nous n'y parvenons au mieux que très lentement. Nous continuons à nous préoccuper de la solution de ce problème difficile, en cherchant à amener à notre centre des camarades allemands qui sont à l'étranger, en cherchant à trouver le lieu et le personnel nécessaires pour assurer une réalisation plus efficace du programme de publications, etc. Mais, à notre avis, on ne trouvera pas de solution véritable avant que vous-mêmes ayez établi solidement une organisation en Allemagne même, avec une direction qui fonctionne et avec des représentants responsables à notre centre.

La tâche principale devant nous et devant vous est, par conséquent, à notre avis, l'établissement le plus rapide possible en Allemagne même d'une section qui fonctionne de la IV^e Internationale, si petite qu'elle soit au début et si restreinte que puisse être sa direction tout d'abord. De ce point de vue, nous croyons que la conférence de Stuttgart — qui, selon le rapport de Roger, était très large et comprenait toutes sortes de tendances oppositionnelles dans le mouvement ouvrier — doit être complétée aussitôt que possible par une conférence de représentants de groupes strictement trotskystes.

Ceci a une importance non seulement organisationnelle mais plus encore politique. Avant que nous puissions nous entendre